



FONDACION CASQUIS

La longue marche vers la paix

Las Pavas ou le combat pour la terre

Seulement une minorité des cent vingt-trois familles de la communauté de Las Pavas, dans le département de Bolivar, en Colombie, ont connu autre chose que la guerre et l'exode. La violence politique les a forcées à désertir leurs communautés d'origine pour s'installer ici vers la fin des années quatre-vingt-dix. Dans leur tentative de prendre racine à nouveau,

La lutte pour la terre est un facteur incontournable du conflit armé en Colombie.

cette fois, sur une parcelle depuis longtemps abandonnée par son propriétaire, un parent du fameux narcotraffiquant Pablo Escobar, elles ont entrepris d'exploiter la terre en y cultivant le manioc, le plantain, le riz et le maïs.

D'une année à l'autre, les *paveros* ont consolidé leurs liens avec leur terre d'accueil, la sécurité alimentaire de leurs familles assurée par les récoltes. Mais ce sentiment de stabilité ne devait pas durer. À deux reprises, en 2003

puis en 2006, ils ont dû fuir face aux menaces de mort proférées par des groupes paramilitaires soutenus par l'armée. Mais, chaque fois, ils sont revenus.

Consejería en Proyectos (PCS), un homologue d'Inter Pares, a pu fournir assistance humanitaire et appui organisationnel aux familles, avec l'aide d'organisations internationales et colombiennes. Elles ont pu créer une coopérative et entamer une procédure judiciaire pour acquérir la propriété de la terre. Au moment où cette démarche avait lieu, le propriétaire absent vendait la terre à un consortium d'entreprises exploitant l'huile de palme qui a fait appel à la police nationale pour les chasser de force. Déterminés à ne pas abandonner, les *paveros* sont revenus en 2011. Entretemps, la Cour constitutionnelle de Colombie a jugé leur expulsion illégale dans la mesure où leur revendication territoriale n'avait pas encore été examinée. En dépit de cette victoire, le combat pour une reconnaissance légale est loin d'être terminé; PCS continue de collaborer **PAGE 2 ▶**

DANS CETTE ÉDITION

LAS PAVAS OU LE COMBAT POUR LA TERRE
La résolution des conflits fonciers est indispensable à un accord de paix durable en Colombie

À CONFLIT MILITAIRE, CESSEZ-LE-FEU CIVIL
Inclure une perspective communautaire dans le processus de paix birman

PRÉVENTION DES CONFLITS : LA VOIE DE LA JUSTICE
Le combat de villageois ghanéens pour un dédommagement équitable pour leur terre



BBC

À conflit militaire, cessez-le-feu civil

Des villageois karenni exigent la fermeture d'un centre d'entraînement de l'armée construit sur un territoire volé.

Inclure une perspective communautaire dans le processus de paix birman

Comme le résume si bien un vieux proverbe « quand les éléphants se battent, ce sont les fourmis qui meurent ». En Birmanie, la junte militaire en est l'illustration criante. Durant des décennies, elle a tout fait pour affaiblir l'opposition armée : incendies de villages, internement des civils dans des camps de travail, traque et exécution de tous ceux qui désobéissent. Dans les conflits armés, les civils sont souvent la cible des violences; lorsque vient le temps de faire la paix, ils sont souvent exclus des négociations. Il n'est donc pas étonnant de

constater que les accords de cessez-le-feu ne tiennent compte, dans la plupart des cas, que des intérêts des combattants, laissant peu de place à ceux que les conflits ont dépossédés.

Étant donné que l'instauration d'une paix durable n'est pas imminente, les organisations communautaires birmanes font de leur mieux pour en influencer les termes.

Depuis 2011, les négociations de cessez-le-feu se poursuivent entre le pouvoir birman et de nombreuses forces d'opposition. Les représentants du pouvoir s'en tiennent aux tactiques éprouvées des années quatre-vingt-dix, c'est-à-dire éviter de traiter des droits de la personne, de la responsabilité des militaires ou des aspirations des groupes ethniques à une structure de type fédéral pour ne discuter que de positions militaires et de projets d'infrastructures ou de « développement » des ressources. Ce sont de telles négociations, conclues en 1994 avec des représentants kachin, qui ont abouti à une exploitation débridée des ressources par les militaires et les entreprises qui leur sont associées sans consultation de la population civile. Selon le Groupe de réseautage pour le développement kachin (KDNG), un homologue d'Inter Pares, « les ressources forestières ont été épuisées, les cours d'eau empoisonnés, le lit des fleuves détourné. Des soldats birmanes ont déferlé dans la région, confisquant les terres » et se servant des civils comme main d'œuvre forcée. De nombreuses personnes, ainsi dépossédées, se sont retrouvées **PAGE 4 ►**

Las Pavas ou le combat pour la terre

Suite de la page 1

avec les familles en sensibilisant le public à la nécessité de parvenir à une solution durable. En Colombie, une bonne partie des 4,8 millions de déplacés internes est confrontée à pareilles difficultés, sachant que près de 6 millions d'hectares leur ont été arrachés pour être accaparés par les groupes armés et leurs alliés. La question territoriale est au cœur des efforts déployés par le peuple colombien pour mettre un terme à un conflit qui dure depuis cinquante ans. Selon Eduardo León de PCS, « La lutte pour la terre est un facteur incontournable du conflit armé en Colombie. Il n'y aura pas de paix tant que cette problématique ne sera pas réglée, non seulement par une réforme agraire mais aussi par l'adoption de politiques publiques en faveur des petits exploitants agricoles. » **E**



FUNDACIÓN INTERPARES

Des membres de la communauté de Las Pavas retournent sur leur terre suite à des expulsions violentes.



Partout dans le monde, des individus et des communautés voient leurs droits malmenés et sont exposés aux injustices résultant d'activités commerciales. Pourtant, dans beaucoup de pays, il est extrêmement difficile d'obtenir réparation. Les mesures volontaires des entreprises ne donnent pas de résultat; les gens sans moyens doivent se battre contre de puissantes multinationales étrangères.

Unissez votre voix à l'appel d'Inter Pares et du Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises pour :

- établir au Canada une charge d'ombudsman pour les activités extractives dont la mission consisterait à enquêter sur les accusations d'abus et à formuler des recommandations à l'intention du gouvernement et des entreprises concernées; et
- autoriser l'accès aux tribunaux canadiens des personnes lésées dans leur pays par les activités des entreprises canadiennes.

Agissez :
www.interpares.ca/
affairedejustice



TWIN-APRICA

Des fermiers sefwi s'organisent pour obtenir un dédommagement équitable pour les fermes détruites par une mine canadienne.

Prévention des conflits : la voie de la justice

Le combat de villageois ghanéens pour un dédommagement équitable pour leur terre

Fuyant le soleil de plomb d'Afrique de l'Ouest, nous nous installons à l'ombre généreuse d'un acacia. Nicholas Ennin et cinq autres planteurs de cacao racontent : « En 2004, ils sont venus. Ils ont détruit nos fermes pour faire place à une mine... » C'est le début d'une triste histoire, cousue de mensonges et marquée du sceau de l'exode, l'histoire de l'anéantissement d'une communauté du Ghana pour l'ouverture de la mine Chirano, exploitée par une entreprise canadienne.

Après avoir obtenu la concession des pouvoirs publics, Red Back Mines (aujourd'hui propriété de Kinross Gold de Vancouver) a proposé une indemnisation de 2,50 cédis (près de 1,20 \$ CAN) par cacaotier mûr, clamant haut et fort qu'il s'agissait d'une généreuse majoration de l'offre minimale de 2,30 cédis approuvée par les autorités.

Lorsque la communauté a découvert que le minimum légal équivalait en fait au double de la « généreuse » majoration, elle a confronté le représentant de la compagnie. « Il a dit qu'il paierait plus si nous pouvions prouver que le taux public était plus élevé ». Bien que de

nombreuses familles aient accepté le taux proposé par la compagnie, vingt-cinq autres ont insisté pour obtenir l'indemnisation minimale légale.

Inter Pares et Third World Network-Afrique ont appuyé les paysans dans leur lutte pacifique pour une juste indemnisation. Deux ententes hors cour et une décision du parlement ghanéen

Ils sont inquiets de voir les jeunes, sans travail et sans avenir, commencer à voler pour se nourrir. Pour sa part, en 2011 seulement Kinross Gold a engrangé plus de 200 millions de dollars de profit grâce à la mine Chirano.

somment Kinross Gold de payer. En juillet 2013, cédant aux pressions, la société a promis d'indemniser les paysans, tout en leur demandant des concessions et remettant en question le calcul des intérêts. En janvier 2014, Kinross Gold n'avait toujours pas payé le montant total des indemnités et maintenait dans son rapport de 2011 sur la responsabilité sociale¹ que le taux inférieur proposé aux paysans était légitime. **PAGE 4 >**

¹ <http://takingresponsibility2011.kinross.com/in-the-community/practices/key-stakeholder-issues> (en anglais seulement)

À conflit militaire, cessez-le-feu civil

Suite de la page 2

« dans des camps miniers sordides... De nombreuses jeunes femmes ont été victimes de la traite vers la Chine... La consommation de drogues est désormais monnaie courante dans les zones minières ». Avec l'aggravation des tensions, le conflit armé a repris de plus belle en 2011. Depuis, 100 000 civils kachin ont fui leurs maisons, sans grand espoir d'y retourner dans un avenir proche.

KDNG raconte son expérience aux autres groupes ethniques pour les mettre en garde contre les pourparlers de cessez-le-feu : il faut, d'abord, que les accords traitent de la question des droits politiques et qu'ils ne se résument pas à des concessions de type économique; ensuite, il faut faire entendre la voix de la population civile dans les négociations.

Certaines organisations communautaires qu'Inter Pares appuie depuis des années œuvrent pour modifier les façons de faire. Des dizaines de groupes représentant différentes régions ethniques se sont réunis pour échanger idées et expertise et mettre en place des politiques qui – ils l'espèrent – auront un impact sur les accords de cessez-le-feu et les plans de développement à venir. Les organisations communautaires ont aussi entamé des discussions avec des groupes politiques et armés de l'opposition pour présenter les préoccupations

des villageois en matière de droits fonciers, de travail forcé et de mines antipersonnel. Dans au moins un cas, un groupe d'opposition ethnique a demandé la contribution de ces dernières dans la mise en place de sa plateforme de négociation au cours des deux dernières années.

Avec la prise en compte par les groupes d'opposition des droits de la personne dans leurs stratégies de négociation, des problématiques liées à la situation des femmes, des paysans et même des enfants figurent, pour la première fois, dans les accords de cessez-le-feu. Ainsi en vertu de l'accord de cessez-le-feu dans l'État Karenni, des groupes civils locaux ont été chargés de la supervision de certains projets publics; le nouvel accord conclu avec l'État Chin fait du consentement libre, préalable et éclairé de la population locale une condition à la mise en œuvre de tout projet de développement à grande échelle.

Étant donné que l'instauration d'une paix durable n'est pas imminente, les organisations communautaires birmanes font de leur mieux pour en influencer les termes. Inter Pares continuera de les appuyer pour la réalisation du rêve de plusieurs militants locaux : parvenir à un accord de paix qui s'articule non pas sur les intérêts militaires, mais sur ceux des civils. ☺

Prévention des conflits : la voie de la justice

Suite de la page 3



Des fermiers sefwi discutent de leurs recours légaux.

Quant aux paysans, ils se retrouvent sans terre et sans argent pour en acquérir une autre. Désespérés, ils ont menacé de réoccuper les terres cédées, malgré les risques de répression

violente. Ils sont inquiets de voir les jeunes, sans travail et sans avenir, commencer à voler pour se nourrir. Pour sa part, en 2011 seulement, Kinross Gold a engrangé plus de 200 millions de dollars de profit grâce à la mine Chirano.

Il suffit d'écouter Nicholas et ses voisins raconter avec dignité les difficultés de cet épuisant combat pour comprendre que seuls une solution juste et un dédommagement équitable permettraient d'éviter l'aggravation du conflit et des dommages subis par cette communauté éprouvée. ☺

Pour en savoir plus, visitez www.interpares.ca/chirano.

INTER PARES

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario)

Canada K1N 6P1

Tél : 613 563-4801 ou 1 866 563-4801 (sans frais)

Télééc : 613 594-4704

info@interpares.ca • www.interpares.ca

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.
La publication de ce Bulletin est subventionnée par le Ministère des Affaires étrangères, du commerce et du développement.

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les iniquités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

ISSN 0715-4267